

**Commissaire aux comptes**

Jacques FRAYSSE  
Hakim BELHABCHI  
Julien FRAYSSE

**ASSOCIATION DE PROTECTION JURIDIQUE ET  
D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL  
DES MAJEURS 11 (A.P.A.M 11)**

**9 Rue Bourrerie**

**BP 84**

**11 304 LIMOUX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2024**

**Monsieur le Président,**  
**Mesdames, Messieurs,**

## **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association de Protection juridique et d'Accompagnement social des Majeurs (APAM 11)** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre Association à la fin de cet exercice.

## **II. Fondement de l'opinion**

### **1) Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **2) Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1er janvier 2024** à la date d'émission de notre rapport.

## **III. Observations**

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus, nous attirons votre attention sur le résultat des activités sous contrôle des tiers financeurs, qui aura une incidence sur le financement des administrations de contrôle pour les exercices ultérieurs.

#### **IV. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre association sur la base des éléments disponibles à ce jour concernant les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents conditionnés à l'avis des autorités administratives, assurant le financement des activités de l'association.

Les notes de l'annexe exposent également :

- La constitution d'une provision pour risque de 25 769 euros en vue de faire face au risque « Diminution ZRR ».
- La constitution d'une provision pour charge de 33 213 euros pour indemnités de départ à la retraite.
- La constitution d'une provision règlementée de 9 637 euros pour la couverture du Besoin en Fond de Roulement (BFR).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**V. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

**VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CARCASSONNE.

Le 17 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

F.B. Audit Légal SARL

Hakim BELHAB



## BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF		Exercice		2024	2023	Ecart en %
		Brut	Amort. et provisions	Net	Net	
A C T I F  I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'Etablissement					
	Frais de Recherche et développement	16 629	9 489	7 140		
	Donation temporaire d'usufruit					
	Concessions, Brevet, licences, logiciels..	31 445	31 445			
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques, matériel ....	756 469	543 410	213 058	248 509	-14%
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
	Participations & Créances Rattachées	15		15	15	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts	9 784		9 784	9 784	
	Autres	10 500		10 500	10 500	
	<b>TOTAL I</b>	<b>824 842</b>	<b>584 345</b>	<b>240 498</b>	<b>268 808</b>	<b>-11%</b>
A C T I F  C I R C U L A N T	STOCK ET EN COURS					
	CREANCES					
	Créances clients, et cptes rattachés	163 722		163 722	132 211	24%
	Créances reçues par legs ou donations					
	Autres	52 608		52 608	55 855	-6%
	Valeurs mobilières de placement					
	Instrument de trésorerie					
	Disponibilités	1 324 569		1 324 569	1 197 965	11%
	Charges constatées d'avance	2 220		2 220	1 339	66%
	<b>TOTAL II</b>	<b>1 543 119</b>		<b>1 543 119</b>	<b>1 387 370</b>	<b>11%</b>
	Frais d'émission de emprunt (III)					
	Prime de remboursement des emprunts (IV)					
	Ecart de conversion Actif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>		<b>2 367 961</b>	<b>584 345</b>	<b>1 783 616</b>	<b>1 656 179</b>	<b>8%</b>

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

PASSIF		2024	2023	Ecart en %
F O N D S  P R O P R E S	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE			
	Subventions d'investissement non renouvelables			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires	273 278	273 278	
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecart de réévaluation			
	RESERVES			
	Réserves statutaires ou contractuelles	187 448	187 448	
P R O J E T	Réserve pour projet de l'entité	400 541	263 880	52%
	Autres			
	Report à nouveau	118 231	225 308	-48%
	Excédent ou déficit de l'exercice	49 603	29 583	
	SITUATION NETTE (sous total)	1 029 101	979 498	
	Fonds propres consommables			
	Subvention d'investissement	24 127	9 637	6%
	Provisions réglementées			
	TOTAL I	1 053 228	989 135	6%
	FONDS REPORTEES OU DEDIEES			
	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds Dédiés	179 401	160 852	12%
	TOTAL II	179 401	160 852	12%
	PROVISIONS			
	Provisions pour risques	79 652	70 490	13%
	Provisions pour charges			
	TOTAL III	79 652	70 490	13%
D E T T E S	Emprunts obligataires et assimilés			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
	Emprunts et dettes financières diverses			
	Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	32 643	35 865	-9%
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales	432 288	388 848	11%
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes	6 404	7 434	-14%
	Instrument de trésorerie			
	Produits constatés d'avance		3556	
	TOTAL IV	471 335	435 702	8%
	Ecart de conversion Passif (V)			
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 783 616	1 656 179	8%



## EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2024

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023	Ecart en %
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations	320	140	
Ventes de biens			
Ventes de prestations de service			
Produits des tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	2 933 648	2 877 275	2%
Versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			
Utilisation des fonds dédiés			
Autres produits			
<b>TOTAL I</b>	<b>2 933 968</b>	<b>2 877 415</b>	<b>2%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de marchandises	28 983	35 486	-18%
Variation des stocks			
Autres achats et charges externes	394 858	371 604	6%
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	187 347	199 489	-6%
Salaires et traitements	1 676 782	1 635 847	3%
Charges sociales	553 780	555 240	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	49 678	50 576	-2%
Dotations aux provisions	23 652	15 154	56%
Reports en fonds dédiés	18 549	27 592	
Autres charges			
<b>TOTAL II</b>	<b>2 933 628</b>	<b>2 890 988</b>	<b>1%</b>
<b>1. RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT</b>	<b>340</b>	<b>-13 573</b>	

## EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2024

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023	Ecart en %
<b>PRODUITS FINANCIERS :</b>			
De participation			
D'autres valeurs mobilières de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	24 327	10 417	
Reprises sur provisionsn dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL III</b>	<b>24 327</b>	<b>10 417</b>	
<b>CHARGES FINANCIERES :</b>			
Dotations aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilés			
Différence négative de change			
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL IV</b>			
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>24 327</b>	<b>10 417</b>	
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>24 667</b>	<b>-3 156</b>	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion			
Sur opération en capital			
Reprises sur provisions, dépréciation et transferts de charges	29 958	34 621	-13%
<b>TOTAL V</b>	<b>29 958</b>	<b>34 621</b>	<b>-13%</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion	191		
Sur opération en capital			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
<b>TOTAL VI</b>	<b>191</b>		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>29 767</b>	<b>34 621</b>	<b>-14%</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôt sur les bénéfices (VIII)	4 832	1 882	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+II+V)</b>	<b>2 988 254</b>	<b>2 922 454</b>	<b>2%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>2 938 651</b>	<b>2 892 870</b>	<b>2%</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>49 603</b>	<b>29 583</b>	
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieur			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>49 603</b>	<b>29 583</b>	<b>68%</b>

ANNEXE COMPTABLE

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers. Elle comporte des éléments d'informations complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Ces éléments d'informations ne sont mentionnés que s'ils ont une importance significative.

Cette annexe se présente comme suit :

- Faits caractéristiques de l'exercice
- Règles et méthodes comptables générales
- Règles et méthodes comptables particulières au secteur social
- Autres commentaires

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- 1 ZRR OIG: Exonération dégressive des charges sociales patronales liée au fait que le canton de Limoux soit placé en Zone France Ruralité Revitalisation. Cette exonération est valable pour les salariés en poste avant le 01/11/2007 seulement et pour ceux dépendants du siège social à Limoux  
Cela représente environs 1 262 € par mois d'exonération soit 15 148€ en 2024. Ce montant a été corrigé de la Réduction Générale déductibles s'il n'y avait pas l'exonération ZRR. La ZRR en sa totalité représente 23113€
- 2 Fonds dédiés et indemnité de départ à la retraite :  
Pour un suivi particulier de la provision de l'indemnité de départ à la retraite dont le financement est acté par nos financeurs du service MJPM, à partir de l'exercice 2020, cette provision est comptabilisé en fonds dédiés et s'élève au 31/12/2024 à 145 819€.
- 3 Autres Fonds dédiés: Nos financeurs du service MJPM ont accordé un montant de 40 000€ sur l'exercice 2020 pour la mise en place d'une Gestion Electronique des Données plus poussée (GED MAGIS) et basculer sur la Nouvelle Génération (NG) le logiciel professionnel Uni-T ou encore pour redimensionner ses serveurs et ses connexions. Utilisé à hauteur de 12 090€ de 2020 à 2022, le solde restant s'élève à 27 909€. Pour 2022 La mise en place du coffre fort numérique "IMAG'IN" n'a pas été réalisée alors que l'APAM11 a reçu son financement à hauteur de 5 673€. Ce montant a été porté en Fonds Dédiés. Comme en 2023 le montant reste à 33 582€ au 31/12/2024 en Fonds dédiés en l'absence de mouvement en 2024.
- 4 Revalorisation Ségur pour certaines catégories de personnel :  
En 2023 Les délégués, les travailleurs sociaux, les chef de services et les juristes ont bénéficié de la revalorisation Segur. En 2024 Le personnel oublié par cette mesure est enfin reconnu et a obtenu cette revalorisation. Cette charge supplémentaire n'est pas financée à proprement parlé par les départements Aude et Pyrénées-Orientales pour les services MASP 11 et 66 puisque les salariés de ces services ne sont pas dans la liste des métiers. Concernant le service MJPM, le financement serait prévu et pourrait être acté en 2025 suivant les consignes de la DGCS. Le produit à recevoir concernant ce financement a été inscrit dans les comptes administratifs mais pas dans les présents Etats comptables. Le montant espéré s'élève à 39 827€ pour la période d'août à décembre 2024
- 5 Fonctionnement du GCSMS (Groupement APAM11 / AT 66) :  
En 2023 les membres ont facturé le GCSMS à hauteur de de leurs Charges opérationnelles, l'exédent du GCSMS devra être ensuite partagé aux membres.  
En 2024, ce type de facturation n'ayant pas obtenu satisfaction, la méthode de la facturation en fonction de l'activité de chaque membres a été choisie.
- 6 Provision réglementée :  
Une dotation de 14 490€ est portée en provision règlementée dans l'objectif de renforcer les réserves d'investissement. Ce montant correspond aux produits financiers net d'impôt encaissés en 2024 par le service MJPM

## REGLES ET METHODES COMPTABLES GENERALES

Les présents comptes annuels sont établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases:

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucune dérogation à ces prescriptions légales n'est à signaler sur l'exercice clos.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29-11-83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du PCG applicable à la clôture de l'exercice. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels est conforme au règlement ANC 2018-06 évoqué ci-dessus.

L'association applique les règlements CRC 2002-10 et CRC 2003-07 relatifs respectivement, à l'amortissement et dépréciation des actifs, et à la comptabilisation des immobilisations par composants.

La période d'amortissement est désormais fondée sur la valeur réelle d'usage. Aucune modification n'a été nécessaire sur les immobilisations actuelles de l'association.

Cependant, par dérogation, les associations peuvent continuer à amortir dans leurs comptes leurs immobilisations non décomposables selon un seul et même plan d'amortissement non décomposé.  
C'est ce dernier choix que l'association a retenu.

L'association APAM11 a pour objet l'exercice des mesures de protection sur mandat judiciaire, l'aide aux personnes dans leurs démarches et formalités relatives à la gestion de leur patrimoine),

## REGLES ET METHODES COMPTABLES PARTICULIERES AU SECTEUR SOCIAL

Depuis le 1er janvier 2009 l'association relève de l'art. n° 312-1 du CASF, et à ce titre se conforme au plan comptable des établissements sanitaires et médicaux sociaux privés.

## AUTRES COMMENTAIRES

- 1 L'indemnité de départ à la retraite est provisionnée et ajustée à chaque clôture d'exercice selon la méthode rétrospective. Pour tenir compte des nouveaux textes applicables en matière de retraite, la formule de calcul tient désormais compte de l'âge minimum requis pour le départ à la retraite de 62 à 64 ans.  
La provision, est dotée à 100%.  
Depuis l'exercice 2020 la provision du service MJPM est comptabilisée en Fonds dédiés.
- 2 Les jours de congés payés acquis/non pris en fin d'exercice sont recensés et valorisés au coût réel.  
La provision, charges sociales comprises, est dotée à 100%.

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2024

## ETAT DES DETTES

Charges à payer	Montant
<b>Fournisseurs et comptes rattachés :</b>	<b>32 643</b>
- Fournisseurs	15 007
- Fournisseurs, factures non parvenues	17 636
<b>Personnel et comptes rattachés :</b>	<b>277 217</b>
- Conseil d'Etablissement et Oeuvres Sociales	204
- Provision congés payés	274 357
- Personnel autres charges à payer	2 656
<b>Organismes sociaux :</b>	<b>106 055</b>
- URSSAF	68 625
- MUTUELLE SANTE	4 127
- RETRAITE	19 062
- RETRAITE CADRES	2 479
- PREVOYANCE	10 652
- MEDECINE DU TRAVAIL	610
- Personnel charge à payer	501
<b>Etat :</b>	<b>19 381</b>
- PRELEVEMENT A LA SOURCE	2 004
- TAXE SUR LES SALAIRES	12 545
- IMPOTS SUR LES SOCIETES	4 832
<b>Formation professionnelle et Effort construction :</b>	<b>27 291</b>
- OPCO SANTE Formation continue	21 113
- CILDA Effort à la construction	6 178
<b>Autres dettes :</b>	<b>8 748</b>
- Compte solidarité	5 751
- Autres charges à payer	2 997
<b>TOTAL</b>	<b>471 336</b>

## EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2024

## CREANCES

Produits à recevoir	Montant
<b>Clients comptes rattachés</b>	<b>163 722</b>
- Organismes financeurs MJPM DDCSPP	
- Organismes financeurs MASP11 DEPARTEMENT AUDE	74 649
- Organismes financeurs MASP66 GCSMS	88 459
- Protégés	715
<b>Personnel et Organismes sociaux :</b>	<b>1 168</b>
- Divers personnel	
- Indemnités journalières (cpam / prévoyance)	1 168
<b>Etat &amp; autres collectivités publiques</b>	
- Etat	
<b>Autres créances :</b>	<b>51 440</b>
- Organismes de formations	17 761
- Tribunal d'Instance	
- Divers	
- Interets bancaires	
- Majeurs Protégés du service MJPM	33 679
<b>TOTAL</b>	<b>216 330</b>

## CHARGES ET PRODUITS CONSTATS D'AVANCE

Charges et produits constatés d'avance	Montant
<b>CHARGES</b>	<b>2 220</b>
- Charges constatés d'avance	2 220
<b>TOTAL</b>	<b>2 220</b>
<b>PRODUITS</b>	
- Produits constatés d'avance	
<b>TOTAL</b>	



31 DECEMBRE 2024

<b>IMMOBILISATIONS</b>	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Sorties	Valeur brute fin d'exercice
Etudes, recherches	7 704	8 925		16 629
Logiciels	31 446	0		31 446
Agencement	516 585	1 857		518 443
Matériel de bureau	13 619	503		14 122
Mobilier	94 496	1 433		95 929
Matériel Informatique	119 325	8 648		127 974
<b>TOTAL</b>	<b>783 176</b>	<b>21 367</b>	<b>0</b>	<b>804 543</b>

<b>AMORTISSEMENT</b>	Amortis. en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise d' amortissement	Amortis. en fin d'exercice
Etudes, recherches	7 704	1 785		9 489
Logiciels	31 446	0		31 446
Agencement	336 643	26 261		362 904
Matériel de bureau	10 010	1 418		11 428
Mobilier	81 224	2 569		83 793
Matériel informat.	67 641	17 644		85 285
<b>TOTAL</b>	<b>534 668</b>	<b>49 677</b>	<b>0</b>	<b>584 345</b>

	Montant début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant fin d'exercice
<b>FONDS et RESERVES</b>				
Subv. non renouvel.	0			0
Fds propres ss droit de reprise	273 278			273 278
Réserves	451 328	136 661		587 989
<b>TOTAL</b>	<b>724 607</b>	<b>136 661</b>	<b>0</b>	<b>861 268</b>

<b>REPORT a NOUVEAU</b>				
R.A.N APAM11	125 717		227	125 490
R.A.N DGF MJPM	136 663	102 308	136 663	102 308
R.A.N MASP AUDE	0		29 100	-29 100
R.A.N MASP PO	-21 370	1 080		-20 290
Dépenses non opposables	-15 702		44 478	-60 180
<b>TOTAL</b>	<b>225 308</b>	<b>103 388</b>	<b>210 468</b>	<b>118 228</b>

<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Pour couverture du BFR	9 637	0	0	9 637
Plus-values réinvesties	0	14 490		14 490
<b>TOTAL</b>	<b>9 637</b>	<b>14 490</b>	<b>0</b>	<b>24 127</b>

<b>PROVISION POUR RISQUES</b>				
Risque et Charges d'exploitation	14 449	6 221		20 670
Diminution ZRR	25 769			25 769
Provision Risque MASP66	0			0
Indem Départ à la retraite	30 272	2 941		33 213
<b>TOTAL</b>	<b>70 490</b>	<b>9 162</b>	<b>0</b>	<b>79 652</b>

<b>FONDS DEDIES</b>				
Indem Départ retraite MJPM	127 270	18 549		145 819
Subvention de fonctionnement	33 582			33 582
<b>TOTAL</b>	<b>160 852</b>	<b>18 549</b>	<b>0</b>	<b>179 401</b>

<b>PROVISION PERSONNELS ET COMPTES RATTACHES</b>				
Prov. congés payés	258 682	15 676		274 358
Précarité -Valeur point- Prime	0			0
<b>TOTAL</b>	<b>258 682</b>	<b>15 676</b>	<b>0</b>	<b>274 358</b>